

# Communiqué de presse

Paris, le 4 Juin 2014

## **En 2015, accélération significative du commerce international dopé par la baisse de l'euro et une solide reprise des économies développées**

\*\*\*

- ▶ *Croissance des échanges de marchandises qui repose à court terme sur les économies développées*
- ▶ *Accélération des échanges « sud-sud » à partir de 2017 dopés notamment par l'effet des traités de libéralisation*
- ▶ *En France, la croissance des échanges internationaux pourrait atteindre 1.4% par an pour les 10 prochaines années*
- ▶ *Focus sur les ITA (Information Technology Agreement) : le commerce va s'électrifier autour des futures générations de produits TIC, faisant de la Chine le 1<sup>er</sup> exportateur de ces produits avec 44% des exportations d'ici 2030*

\*\*\*

Le Groupe HSBC publie son rapport semestriel «HSBC Trade Forecast» qui analyse les perspectives d'évolution du commerce mondial dans 25 économies, développées ou émergentes. D'après ce rapport, la croissance du commerce international de marchandises devrait atteindre 8% par an à partir de 2017, au lieu des 1.5% de croissance par an constatés entre 2012 et 2014.

En dépit de performances relativement décevantes ces 2 dernières années, le commerce mondial devrait être redynamisé cette année, soutenu par les économies développées, en attendant la reprise des économies émergentes et la signature éventuelle d'accords de libéralisation, qui devraient accélérer la croissance et permettre de retrouver les niveaux en vigueur avant la crise financière.

*« A court terme, l'économie américaine de plus en plus robuste, renforcée par les cycles de relance engagés en Europe et au Japon, devrait créer d'importantes opportunités transfrontières pour les entreprises »* commente Andrew Wild, Directeur du Marché des Entreprises chez HSBC France. *« A cela s'ajoutent les évolutions démographiques dans les pays émergents, qui devraient naturellement alimenter la croissance des échanges sud-sud, mais aussi entraîner une diversification de la stratégie des entreprises, dans les économies développées comme dans celles en développement ».*

Nous attendons cette année une accélération significative de la croissance du commerce mondial grâce à un euro plus faible et à la solide reprise de l'économie en zone Euro, qui compte pour un quart du commerce international, et dont les difficultés avaient ces dernières années plutôt freiné l'expansion des échanges mondiaux.

L'Europe devrait en effet retrouver des niveaux de croissance et d'export significatifs grâce à des perspectives plutôt bonnes au Royaume Uni, une compétitivité accrue des exportateurs allemands, une reprise attendue en France et une majorité des exportations de la zone Euro effectuée hors zone. Des mesures de libéralisation du commerce, et un échange accru avec les pays émergents seront néanmoins nécessaires pour pérenniser cette croissance à moyen terme.

En France, la reprise de l'économie devrait se confirmer, même si le rythme est moins soutenu qu'en Espagne ou en Allemagne, et elle devrait retrouver cette année son niveau de croissance le plus élevé depuis 2011, à 1.1%. Les exportations françaises ont été ces dernières années moins performantes que certains autres pays de la zone Euro, en raison notamment d'une augmentation des salaires plus rapide que la productivité, qui a entraîné une perte de compétitivité.

PUBLIC - Ce communiqué de presse est diffusé par

**HSBC France**

Siège social :  
103, avenue des Champs Elysées  
75 008 Paris  
site internet : [www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr)

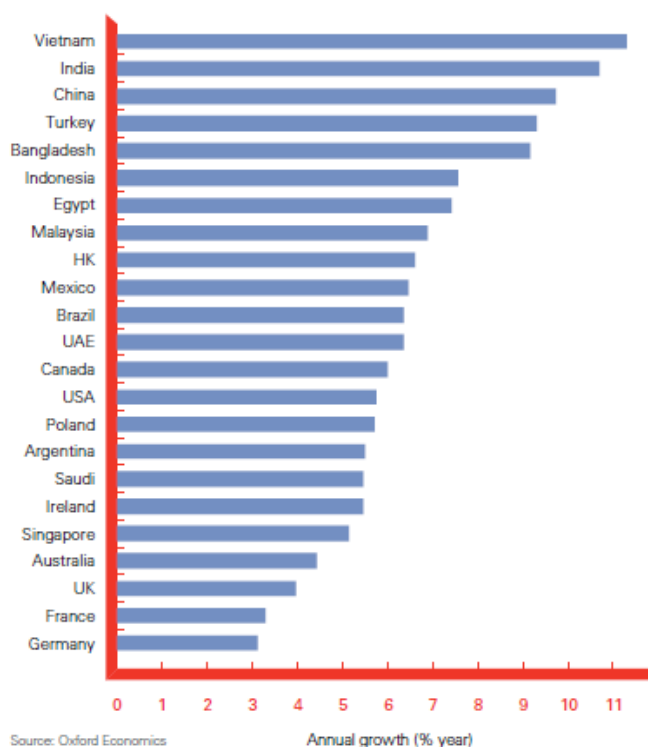


Parmi les 25 économies étudiées, et entre autres pays asiatiques, l'Inde et le Vietnam devraient devenir à moyen terme les plus gros exportateurs, avec une progression en valeur supérieure à 10% par an entre 2015 et 2030. Au niveau sectoriel, le transport et les machines industrielles seront les principaux vecteurs de croissance à moyen terme.

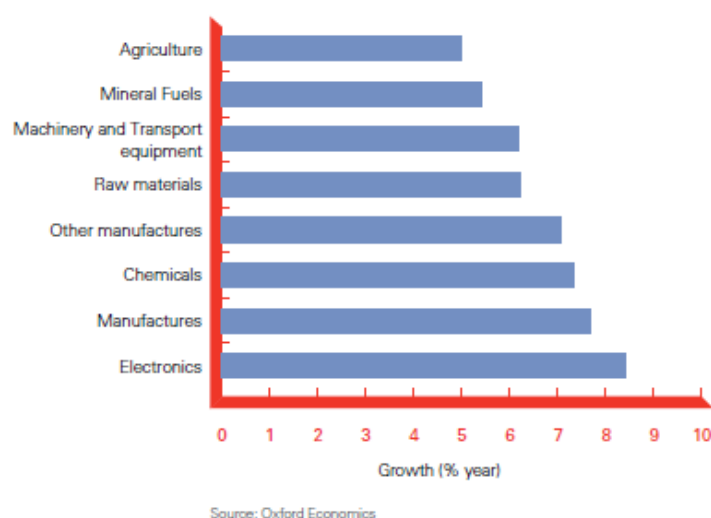
Les principaux freins identifiés restent le retard dans les négociations et la mise en œuvre des accords de libéralisation du commerce international et un certain nombre de facteurs structurels qui ralentissent la croissance comme le raccourcissement progressif de la chaîne logistique mondiale, phénomène causé par la tendance au rapatriement de la production qui se traduit par une circulation transfrontière réduite des produits manufacturés intermédiaires.

Certaines estimations démontrent le rôle primordial de la libéralisation des échanges et leur impact considérable sur la croissance du commerce international, contribuant par exemple à hauteur de 20% sur la période 1994/2004. Le traité TFA (Trade Facilitation Agreement) proposé par l'OMC est notamment en cours de ratification. Il permettra de diminuer la charge administrative et d'alléger les contraintes douanières. Il faudra attendre encore quelques années avant son entrée en vigueur, mais l'OCDE estime qu'il engendrera au moins 12% de réduction des coûts. Le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), accord de libre-échange proposé entre l'Europe et les Etats Unis, pourrait abattre les barrières commerciales liées plus spécifiquement à un manque d'harmonisation des réglementations.

**Growth in merchandise exports, 2015-30**



**Global trade by sector (2014-30)**



### Des échanges électrisants

L'accord ITA (Information Technology Agreement), signé en Décembre 1996 sous les auspices de l'OMC, a démontré son efficacité et fait la démonstration de l'impact d'un accord de libéralisation des échanges. Les exportations de produits TIC (Technologies de l'Information et des communications) ont presque triplé en valeur depuis sa mise en place, pour atteindre 1.4 Trillions USD, soit 10% des exportations mondiales -plus

que le secteur agricole. Ce traité a aussi largement stimulé l'innovation et le développement dans ce secteur.

Les 78 signataires – qui représentent 96% du commerce mondial de produits TIC- réfléchissent à présent à une possible extension de l'abrogation des droits de douane ou des taxes au-delà des 250 produits électroniques qui en bénéficient déjà. Cette seconde phase concernerait 200 produits supplémentaires, de nouvelle génération ou à usage médical, qui dynamisent les exportations, stimulent la R&D et augmentent l'accès à ces produits, avec un impact direct sur l'économie globale.

L'augmentation de la part de ces produits TIC dans le commerce international est principalement attribuable aux exportations des économies en développement, qui ont plus que doublé, de 31% à 64% entre 1996 et 2010. Et la part de l'Asie a bien sûr augmenté aussi fortement sur la période, passant de 44 à 66%, et notamment la Chine, devenue exportateur n°1 de ces produits devant l'Union Européenne, avec une augmentation de sa part d'exportations qui est passée de 7% en 2000 à 35% en 2014. Selon le rapport HSBC Trade Forecast, la Chine devrait consolider cette première place et passer à 44% des exportations de produits TIC en 2030.

### **Pour plus d'informations :**

**Amelie Rivenet** : 01 40 70 73 41 – [amelie.rivenet@hsbc.fr](mailto:amelie.rivenet@hsbc.fr)

### **Note aux éditeurs**

#### **HSBC en France**

HSBC France, précédemment CCF fondé en 1894, a rejoint le Groupe HSBC en 2000 et a adopté la marque HSBC en novembre 2005. Le siège de HSBC France est situé à Paris. Avec près de 400 points de vente sur le territoire national et près de 10 000 salariés, HSBC en France développe des activités de banque universelle auprès de clientèles de particuliers et d'entreprises.

#### **Le Groupe HSBC**

HSBC Holdings plc, maison mère du Groupe HSBC, a son siège situé à Londres. Le Groupe sert des clients dans le monde entier au travers de plus de 6 100 implantations réparties dans 73 pays et territoires en Europe, Asie, Amérique du Nord et Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec 2 634 milliard USD d'actifs au 31 décembre 2014, HSBC est l'un des premiers groupes de services bancaires et financiers au monde.

#### **About the HSBC Trade Forecast – Modelled by Oxford Economics**

Oxford Economics has tailored a unique service for HSBC which forecasts bilateral trade in goods, based on HSBC's own analysis and forecasts of the world economy. A top-down approach is employed, with Oxford Economics' suite of models used to ensure consistency between HSBC's forecasts for economic growth and exchange rates in key countries and the more granular projections for bilateral trade flows presented here.

Oxford Economics employs a global modelling framework, with headline bilateral trade forecasts constructed as a function of final demand in the destination market and the exporter's competitiveness (as measured by relative unit labour costs). Exports, imports and trade balances are identified, with both historical estimates and forecasts for the periods 2014-16, 2017-20 and 2021-30.

These headline bilateral trade forecasts are also disaggregated by sector, using Oxford Economics' Industry forecasts to inform future production trends. Sectors are classified according to the UN's Standard International Trade Classifications (SITC) system at the two-digit level and grouped into 30 sector headings.

Oxford Economics produces a global report for HSBC, as well as country specific reports on the following 23 countries: Hong Kong, China, Australia, Indonesia, Malaysia, India, Singapore, Vietnam, Bangladesh, Canada, USA, Brazil, Mexico, Argentina, UK, France, Turkey, Germany, Poland, Ireland, UAE, Saudi Arabia, and Egypt. The analysis also includes trade with Japan and Korea for a total sample of 25 key trading nations.

All trade flows data are reported in nominal US-dollar value terms (using market exchange rates) unless otherwise specified. This means that fluctuations in a country's terms-of-trade due to relative price and exchange rate effects are reflected in the data.

## ANNEXES

- **France : l'agriculture et les produits à valeur ajoutée toujours moteurs**

**La reprise de la France devrait se confirmer, même si le rythme est moins soutenu qu'en Espagne ou en Allemagne, elle devrait retrouver cette année son niveau de croissance le plus élevé depuis 2011, à 1.1%. Les exportations françaises ont été ces dernières années moins performantes que certains autres pays de la zone Euro, en raison notamment d'une augmentation des salaires plus rapide que la productivité, qui a entraîné une perte de compétitivité.**

L'environnement est néanmoins favorable, et encourageant pour l'export français, et le rapport de la Banque Mondiale « Doing Business » place d'ailleurs la France à la 10<sup>e</sup> place (sur 189) en termes de facilitation du business transfrontière, en tête des pays de l'Eurozone et bien avant l'Allemagne. 60% des exports français sont à destination de l'Union Européenne, et la France devrait bénéficier significativement de la reprise dans cette zone, tirée notamment par le dynamisme de l'Allemagne et du Royaume Uni.

La hausse potentielle du commerce international est attendue à 1.4% par an pour les 10 prochaines années, et le puissant secteur de l'agriculture, ainsi que les produits reconnus (les vins ou les produits laitiers), devraient permettre à la France de garder une place de choix à moyen terme sur le marché des produits à valeur ajoutée.

L'Allemagne devrait rester le principal partenaire commercial de la France, avec 16% des exportations et la majorité des importations, pour des raisons de proximité et de structure des deux marchés. La Chine, vers laquelle les exportations françaises devraient augmenter à un rythme plus rapide (avec une part qui passerait de 3% à 6% en 2030) que le nombre total d'exportations, devrait d'ici 2030 prendre la place du Royaume Uni, actuellement 2eme marché pour l'export français, mais aussi celle des Etats Unis, actuellement 2eme fournisseur de la France.

Les machines industrielles et le matériel de transport devraient rester les principaux moteurs de l'export français, porté également par l'expertise de la France dans l'industrie aérospatiale, avec une contribution à la croissance des exportations attendue autour de 60% jusqu'en 2030. Selon nos estimations, les autres produits à valeur ajoutée comme les produits chimiques ou pharmaceutiques, ou en lien avec l'agriculture comme les produits animaliers, auront également une part significative dans la croissance des exportations françaises.

Le secteur des machines industrielles est toujours en tête des importations, et devrait contribuer à plus de 20% de la croissance des importations sur la période. Les importations d'équipement dans le secteur du transport devraient rester importantes, notamment pour faire face aux besoins en pièces détachées, tandis que la part des produits pétroliers devrait baisser doucement. Les équipements TIC (technologie de l'information et des télécommunications) devraient aussi faire grimper le niveau des importations dans les années à venir.

- **Europe : de belles perspectives grâce à la reprise économique et à la baisse de l'Euro**

**Nous attendons cette année une accélération significative de la croissance du commerce mondial grâce à un euro plus faible et à la solide reprise de l'économie en zone Euro, qui compte pour un quart du commerce international, et dont les difficultés avaient ces dernières années plutôt freiné l'expansion des échanges mondiaux.**

L'Europe devrait retrouver des niveaux de croissance et d'export significatifs, avec des perspectives plutôt bonnes au Royaume Uni, une compétitivité accrue des exportateurs allemands, et une majorité des exportations de la zone Euro effectuée hors zone. Des mesures de libéralisation du commerce, et un échange accru avec les pays émergents seront néanmoins nécessaires pour pérenniser cette croissance à moyen terme.

L'Europe va en effet devoir faire face à un certain nombre de challenges à moyen terme :

- La hausse des salaires en Allemagne qui va impacter graduellement la compétitivité, mais aussi le vieillissement de la main d'œuvre qui devrait limiter la hausse du PNB à 1.1% par an jusqu'en 2030
- La France connaît toujours des freins structurels à la croissance, et la baisse de compétitivité enregistrée ces dernières années pèse sur la prospection
- Le Royaume Uni connaît une période d'incertitude, et notamment le résultat du referendum attendu d'ici 2017 pourrait avoir un impact majeur sur le commerce international

A moyen terme les principales opportunités de croissance des échanges commerciaux pour l'Europe viendront des pays émergents. La Chine notamment devrait s'illustrer en entrant dans le top 3 des partenaires commerciaux des principaux pays européens, à l'import comme à l'export. La part des exportations en Chine devrait par exemple doubler pour la France et le Royaume Uni. La part de l'Asie dans les échanges devrait aussi augmenter à un rythme soutenu entre 2020 et 2030, jusqu'à 11% par an par exemple pour les exportations de l'Irlande vers la Chine, l'Inde, Vietnam et la Malaisie. Et l'Union Européenne devrait rester le principal débouché des exportations Turques sur la même période.

La mise en œuvre d'une libéralisation accrue des échanges devrait aussi constituer une opportunité de croissance majeure pour l'Europe, et notamment le traité TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) avec les Etats Unis. Ensemble l'Europe et les Etats Unis représentent un tiers du commerce mondial<sup>1</sup>, et la mise en place du TTIP serait le plus large accord de libre-échange jamais signé. Une recherche indépendante mentionnée par la Commission Européenne a estimé que le Traité TTIP pourrait apporter jusqu'à 119Mds€ à l'économie européenne, 95Mds€ aux Etats Unis et 100Mds€ au reste du monde. Ce traité porterait davantage sur l'harmonisation des procédures

---

<sup>1</sup> European Commission (2013), Impact Assessment on the future of EU-US Trade Relations

douanières et des restrictions réglementaires sur les biens et services, puisque les tarifs douaniers entre les deux pays sont déjà bas, et le bénéfice pourrait être particulièrement significatif pour les PME européennes qui rencontrent souvent des difficultés à exporter aux Etats Unis à cause des coûts engendrés par les contraintes de réglementation technique.

Enfin, en ce qui concerne le secteur électronique, les pays européens devraient voir leurs imports et exports augmenter plus vite que la moyenne du commerce international entre 2015 et 2030, grâce à leurs infrastructures relativement sophistiquées, et à la demande croissante de produits high tech et de telecom.

- **Chine : toujours une longueur d'avance**

**Depuis son accession à l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001, la Chine a pris une part croissante et significative dans le commerce international. De nombreuses réformes ont été adoptées mais il reste néanmoins un long chemin pour faciliter les affaires et l'investissement, et continuer d'assouplir les restrictions qui persistent dans les échanges internationaux.**

En dépit d'un léger ralentissement, l'économie chinoise devrait continuer à se développer à un rythme très rapide d'ici 2030. Le chemin de la croissance sera pavé de réformes progressives, d'un assouplissement des restrictions, et d'une stratégie d'investissement et d'innovations. Alors que la Chine continue de grimper dans la chaîne de valeur, la croissance des exports bénéficie encore d'une marge de progression significative. Le commerce chinois devrait néanmoins continuer d'être majoritairement acheminé via Hong Kong.

Même si elle n'atteint pas encore les niveaux des pays développés, la Chine est la plus avancée, parmi les économies émergentes asiatiques, dans la mise en place d'une économie fondée sur le savoir faire. L'économie chinoise doit faire face à une baisse de la demande domestique, alors que l'offre immobilière excédentaire freine les investissements et la production de tout le secteur immobilier.

Avec un risque accru d'une dynamique de déflation de la dette, les politiques monétaires et fiscales deviennent plus proactives, ce qui devrait permettre à l'économie de se stabiliser. En revanche, la Chine a déjà la structure démographique d'une économie développée et un certain nombre de facteurs de croissance observés ces dernières années commencent à s'essouffler. La croissance du PNB devrait donc se situer plutôt autour de 5.5% entre 2020 et 2030.

### **Un enjeu important: améliorer sa compétitivité à l'export**

La Chine doit faciliter les transactions transfrontières en réduisant les coûts de transport ou en améliorant la rapidité d'action par exemple. La création de trois nouvelles zones franches est effective depuis fin Avril, et les autorités assouplissent régulièrement les conditions et les restrictions autour du business et de l'investissement. La production de produits à plus haute valeur ajoutée devrait aussi faciliter les exportations, tout comme les accords commerciaux en négociation ou l'initiative « One Belt, One Road ». Le niveau d'importations devrait continuer d'augmenter fortement à long terme, notamment grâce aux prévisions en termes de consommation, qui devrait supplanter les dépenses d'investissement en tant que moteur de la croissance.

L'équipement de transport et les machines devraient toujours être en tête des secteurs exportateurs, comptant pour environ 50% de l'augmentation de l'export de marchandises entre 2020 et 2030. Les produits manufacturés devraient par ailleurs représenter jusqu'à 17% de l'augmentation des exportations entre 2021 et 2030. Sur cette même période, Hong Kong devrait rester la 1ère destination pour les exportations chinoises, et aussi la principale plateforme commerciale pour exporter dans le monde, avec les Etats Unis en principale destination finale. Le Vietnam, avec une anticipation de croissance autour de 5% par an, devrait prendre la 3ème place, et remplacerait le Japon d'ici à 2030. De manière générale, la Chine continuera de développer des liens commerciaux avec ses partenaires asiatiques et d'autres initiatives comme l'Asian Infrastructure Investment bank.

- **Inde : l'outsider doit surmonter les obstacles**

**La dernière édition de l'étude avait analysé la montée en puissance de l'Inde dans le commerce mondial. L'Inde devrait connaître la croissance la plus rapide de ses exportations entre 2014 et 2030. Le pays devrait avoir le potentiel pour passer en valeur de la 14<sup>ème</sup> à la 5<sup>ème</sup> place mondiale en matière d'exportation de marchandises, même si cette croissance reste soumise à de nombreux obstacles structurels.**

Les projections de croissance du commerce à court terme sont optimistes, notamment grâce à la baisse du prix du pétrole, à un niveau d'inflation attendu en dessous de 6% et à une politique monétaire plus accommodante. Les exportations devraient bénéficier de la compétitivité de l'Inde sur le marché international, et les produits pétroliers devraient représenter 20% de la croissance des exportations entre 2015 et 2020.

A moyen terme, des secteurs tels que les transports, les machines industrielles ou la pharmacie pourraient émerger en tant que contributeur important au commerce mondial. Le pays a aussi le potentiel pour devenir une plate-forme mondiale pour le secteur automobile. Les équipements de transports représentent actuellement moins de 7% du total des exportations indiennes. Des constructeurs automobiles tels que Volkswagen, Ford et Renault-Nissan, ont investi massivement en Inde, avec l'espoir que ce marché en forte évolution supplante le marché chinois. Le rapport précise que les exportations en matériel de transport pourraient augmenter de près de 15% par an entre 2014 et 2030 pour devenir le 1<sup>er</sup> secteur exportateur de l'Inde. Le secteur du textile pourrait, quant à lui, progresser de 12% par an entre 2014 et 2030.

Les Emirats Arabes Unis devraient, d'ici 2030 se substituer aux Etats Unis en tant que 1<sup>ere</sup> destination des exportations indiennes, grâce au rôle grandissant des EAU en tant que plateforme régionale, mais aussi aux liens culturels et commerciaux historiques existant entre les 2 nations.

### **L'essor de la classe moyenne**

Le développement rapide des classes moyennes présente aussi d'importantes opportunités d'affaires. En 2030, l'Inde devrait devenir le marché où la classe moyenne est la plus importante dépassant la Chine et les Etats Unis. L'augmentation de la demande domestique devrait entraîner une forte croissance des importations de biens de consommation comme le matériel informatique et les téléphones mobiles. Mais leur plus gros besoin restera dans le secteur des machines industrielles.